

Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux
Affaire suivie par : SS

Marseille, le

23 AVR. 2026

Arrêté n°2026-173-URG
prescrivant les mesures d'urgences relatives à la mise en sécurité
et aux conditions de redémarrage par les sociétés TRIADE Électronique et MICRO ORANGE
(filiale DEEE - Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) de VEOLIA Propreté
pour son établissement situé à Rousset à la suite de l'accident survenu le 21 avril 2026

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.110-1, L.181-25, L.511-1, L.512-20, R.512-69 et R.512-70 ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-1386A du 30 avril 2013 délivré aux sociétés TRIADE Électronique et MICRO ORANGE pour l'établissement exploité sur le territoire de la commune de Rousset ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 23 avril 2026 suite à l'incendie du 21 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que les sociétés TRIADE Électronique et MICRO ORANGE à Rousset exploite une installation de réception et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en mélange ;

CONSIDÉRANT qu'un incendie s'est déclaré le 21 avril 2026 sur le site exploité par les sociétés TRIADE Électronique et MICRO ORANGE situé 296 Av. Georges Vacher, sur la commune de Rousset, au niveau de l'alvéole contenant des PAM (Petits Appareils en Mélange dépourvus de batteries et de piles, séparés manuellement) ;

CONSIDÉRANT la répétition élevée de ce type d'accident au cours des dernières années ;

CONSIDÉRANT que l'inspection de l'environnement a procédé le 23 avril 2026 à une visite du site suite à l'incendie du 21 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des eaux d'extinction de l'incendie n'a pas pu être confiné au sein du site ;

CONSIDÉRANT que l'étanchéité du site est assurée par un dispositif manuel, fragile en matière de garantie d'efficacité ;

CONSIDÉRANT que les mousses d'extinction utilisées en tant qu'émulseurs pour l'attaque en volume de l'incendie sont susceptibles de contenir des produits tensioactifs fluorés « Capstones » faisant partie de la famille des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS), se retrouvant ainsi dans les eaux d'extinction d'incendie contenues sur la zone de rétention du site ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations techniques ainsi que la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaires les conséquences de cet accident ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour l'étude de dangers du site afin d'améliorer la sécurité du site, réduire la fréquence de ce type d'accident, et supprimer tout risque de survenue d'un nouvel incident et ce, avant le démarrage des installations endommagées par l'incendie ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, il apparaît nécessaire conformément aux dispositions de l'article L.512-20 du code de l'environnement de prescrire immédiatement à la société TRIADE ELECTRONIQUE la mise en œuvre de mesures conservatoires en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

Les sociétés TRIADE Électronique et MICRO ORANGE, Réceptionnant et traitant des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en mélange, exploitant le site situé 296 Av. Georges Vacher, Zone industrielle, sur la commune de Rousset est tenue de respecter les prescriptions définies ci-après dans les délais indiqués à compter de la notification du présent arrêté.

Ces dispositions sont prises sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Mesures conservatoires immédiates

L'exploitant est tenu de procéder aux mesures immédiates suivantes :

- Mettre en sécurité les installations de l'établissement impactées par l'accident et mettre en œuvre les mesures de sécurité et de prévention notamment pour les stockages présents afin d'éviter une éventuelle reprise d'incendie (surveillance renforcée des points chauds). La surveillance des installations est également à maintenir hors heures ouvrées.

Une attention particulière est portée aux alvéoles de Petits Appareils en Mélange pouvant contenir des piles et batteries.

- Mettre en œuvre les actions visant à supprimer les risques de sur-accidents en éloignant les déchets résiduels des zones potentiellement encore chaudes ou des installations qui présentent des risques d'évolution (effondrement, etc.) ainsi que par les manœuvres à venir (par exemple big-bags au sol, etc.).

Les justifications liées aux mesures prises ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne sont transmises à l'inspection des installations classées sous un délai de 48h à compter de la notification du présent arrêté.

- Transmettre sous un délai de 24h à compter de la notification du présent arrêté à l'inspection des installations classées un état des stocks établi au moment de l'incendie permettant d'identifier les quantités précises des déchets par typologie et catégories de dangers présents, afin de pouvoir déterminer les conséquences environnementales et sanitaires.
- Prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute pollution du milieu et plus particulièrement éviter la contamination des eaux superficielles et des eaux souterraines, notamment par le nettoyage des zones impactées et des réseaux empruntés par les effluents contaminés. L'exploitant dispose des moyens nécessaires pour procéder aux opérations de pompage et de stockage des eaux d'extinction dans les meilleurs délais afin de retrouver au plus vite sa capacité nominale de rétention et d'acheminer ces dernières, comme convenu avec l'inspection, vers la filière d'incinération permettant d'éliminer les substances PFAS contenues dans ces eaux. Cette disposition concerne en particulier les eaux d'extinction n'ayant pas pu être retenues sur le site. Les capacités ayant contenu les eaux d'extinction sont nettoyées de façon à retirer les éventuelles substances PFAS présentes sur leurs parois et fond. Les eaux de nettoyage sont également acheminées vers la filière d'incinération en vue de leur élimination.

Les justificatifs de traitement des eaux d'extinction et de nettoyage sont transmis à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.

Article 3 : Mise en sécurité des installations en phase transitoire et remise en service

L'exploitant définit une stratégie portant sur les conditions de remise en service de ses installations, en précisant les différentes étapes de démolition, reconstruction ou réparation des équipements endommagés par le sinistre. Cette stratégie détaille l'organisation mise en place durant cette période transitoire (conditions de fonctionnement et d'exploitation des installations).

Un renforcement du confinement du site en ce qui concerne la collecte des eaux d'extinction est rendu nécessaire, notamment au niveau de l'exutoire situé au niveau du parking et en direction du site voisin ST Microelectronics. Le dispositif doit être renforcé et asservi à l'alarme ou la détection d'incendie. En période d'arrêt de l'activité, le dispositif est mis en position fermée par défaut. L'exploitant met en place un programme de suivi et de maintenance afin de garantir une efficacité de ce dispositif en toute circonstance.

Les éléments sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées sous un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Au fur et à mesure de la remise en service des équipements, l'exploitant doit s'assurer en tout temps du maintien en sécurité des installations du site et de la disponibilité des utilités et des moyens incendie.

A cet effet, l'exploitant précise les mesures prises, notamment lors des phases de démarrage des équipements et procède préalablement à leur vérification complète.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs correspondants et l'informe régulièrement de la remise en service des différentes installations.

Article 4 : Mise à jour de l'étude de dangers

L'exploitant met à jour l'étude de dangers du site. Cette actualisation vise :

- à mettre à jour les effets du site en tenant compte des installations modifiées/réparées,
- à porter une attention particulière aux risques liés au stockage de batteries ;
- à mettre à jour la répartition des zones de stockage qui tiennent compte des exigences réglementaires définies par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, notamment ses évolutions intervenues en décembre 2023, juin 2024 et mai 2025,
- à redéfinir les nouvelles zones d'effet de cette répartition des zones de stockage,
- à adapter les moyens de lutte contre l'incendie afin notamment de dimensionner des moyens d'extinctions rapides (émulseurs exempts de PFAS par exemple) au droit ou à proximité des zones les plus sensibles au risque d'incendie.

L'actualisation de l'étude de dangers est adressée sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le Plan de Défense Incendie (PDI) du site est également actualisé suivant la mise à jour de l'étude de dangers et le retour d'expérience du sinistre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Gestion des déchets liés au sinistre

L'exploitant procède dès notification du présent arrêté à l'évacuation de tous les déchets occasionnés par l'incendie et à leur élimination dans une filière autorisée.

L'exploitant justifie de l'élimination de ces déchets à l'inspection des installations classées.

Article 6 : Rapport d'accident

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

Ce rapport précise notamment :

- les circonstances détaillées et la chronologie de l'événement survenu le 21 avril 2026 ;
- les substances dangereuses en cause, en apportant des éléments chiffrés sur les quantités impliquées ;
- l'analyse des défaillances relevées ;
- les raisons à l'origine de la fuite de mousse observée en sortie du site ;
- les effets et conséquences sur les personnes et l'environnement (spéciation et quantification des substances émises lors de l'accident, évaluation des conséquences sur les personnes en termes de concentration/dose reçue) ;

En complément et sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant précise :

- l'analyse détaillée et exhaustive des dysfonctionnements (matériels et/ou humains) et des causes profondes (notamment organisationnelles et/ou humaines) (par exemple de type arbre des causes) ayant conduit à cet événement, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues. Le rapport précise si ces dysfonctionnements et causes sont avérés ou supposés ;
- les conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques, en apportant des éléments chiffrés ;
- les mesures d'urgence prises et les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets de l'événement à moyen ou à long terme ;
- les mesures prises ou envisagées pour réduire la probabilité d'occurrence et la gravité d'un événement similaire.

Des éléments devant être contenus dans le rapport sont précisés à l'annexe 1 du présent arrêté.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations réalisées.

Article 7 : Prise en charge de l'ensemble des dépenses engagées dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts environnementaux et sanitaires et des conséquences d'une situation accidentelle

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-8 du code de l'environnement, les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8.

Article 9 : Délais et Voies de Recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours administratif interrompt le cours du délai de recours contentieux, qui ne recommence à courir qu'à partir du rejet du recours administratif.

Article 10 : Exécution

- Le secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Aix en Provence,
- Le maire de la commune de Rousset,
- Le directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

Annexe 1

L'analyse des causes profondes de l'accident devra examiner toutes les conditions qui ont mené à la défaillance, notamment :

- Facteur humain – négligence, distraction, oubli, ...
- Les facteurs organisationnels,
- Organisation du travail ou encadrement (définition et répartition des tâches, rôles et responsabilités,...)
- Environnement physique de travail hostile ou défavorable (saleté, bruit,...)
- Environnement psychosocial de travail (stress, pression productive, objectifs incompatibles,...)
- Ergonomie inadaptée (accessibilité, adaptation des équipements, poste de travail,...)
- Procédures et consignes (inexistantes ou inadaptées, ambiguës, non-actualisées,...)
- Identification des risques (analyse des risques inexistantes/insuffisante,...)
- Choix des équipements et procédés (dimensionnement, matériaux,...)
- Culture de sécurité insuffisantes, en particulier tracer la prise en compte du retour d'expérience des accidents précédents depuis 3 ans,

Toutes les mesures prises ou envisagées pour éviter la récurrence d'un incident similaire seront examinées, notamment :

- Modifications matérielles (ajout/amélioration de dispositifs de sécurité, moyens incendie, de lutte contre la pollution, dispositions constructives, ...)
- Conditions de stockage au moment de l'incendie et les possibilités d'amélioration afin de supprimer le risque de combustion des déchets les plus sensibles pour l'environnement ou les personnes ;
- Améliorations organisationnelles ;
- Révision / rédaction de consignes / procédures (exploitation, sécurité, intervention,...) ;
- Renforcement de la formation des personnes impliquées ;
- Redéfinition des rôles et responsabilités de chaque intervenant ;
- Amélioration des conditions de travail (ergonomie du poste,...) ;
- Amélioration des contrôles (fréquence, type, étendue,...).